



SIERG
Syndicat Intercommunal
des Eaux de la Région
Grenobloise

SIERG	
DG / 01 / 84 /	
Dossier 6/A	
(L) Pièce 3	

Monsieur André VALLINI
Président
CONSEIL GENERAL DE L'ISERE
7, rue Fantin Latour
B.P. 1096

38022 GRENOBLE CEDEX

Echirolles, le 5 août 2003

N. REF. JNPF/HM 130989

OBJET: Aide à l'investissement : Alimentation
en eau potable du Grésivaudan.

Monsieur le Président,

Je me permets de faire suite à ma lettre précédente du 28 mai 2003 dans son volet relatif au projet de doublement du réseau d'adduction du S.I.E.R.G. dans le Grésivaudan.

Comme vous le savez, l'évolution rapide des consommations d'eau, notamment par le site de ST MICROELECTRONICS justifie et rend d'autant plus urgent la mise en œuvre de ce projet.

L'entreprise elle-même en prend conscience et indique que sa prévision initiale de 400 m³/heure en 2004 avait déjà atteint dans cette dernière période de 2003, 350 m³ avec des pointes de 400 m³/heure. Un an d'avance donc sur les propres estimations de l'entreprise.

S'appuyant sur ces informations, le S.I.E.R.G. n'a pas perdu de temps et a mis à l'étude un projet de doublement.

Ce projet est désormais abouti dans ses divers aspects techniques, fonciers et financiers.

Le coût prévisionnel s'établit à 27 M€ H.T.

Vous connaissez la demande du S.I.E.R.G. Elle consiste, outre à réunir les subventions ou aides des autres financeurs potentiels, à solliciter du Conseil Général de l'Isère une intervention du département. Cet accompagnement pourrait consister (outre une subvention à l'investissement pour alimentation en eau potable) à garantir les emprunts que notre Syndicat devra contacter pour faire face à ce financement.

Le risque pour le département reste mesuré puisque cette garantie ne verrait un cas d'application que dans l'hypothèse d'une diminution brutale, voire d'une suppression pure et simple de la consommation d'eau par ST MICROELECTRONICS. Ce cas ne peut s'imaginer que par abandon du site par ST MICROELECTRONICS ou par un changement radical dans le process de fabrication actuellement utilisé par l'entreprise.

.../...



Suite de notre lettre du 5 août 2003

Vous conviendrez que dans un des ces cas ou dans un cas autre aboutissant au même résultat, il ne serait pas envisageable pour les communes adhérentes au S.I.E.R.G. d'avoir à faire supporter le poids de la dette résiduelle sur leur population à travers une augmentation du prix de l'eau qui pourrait être alors de 40 %.

Le S.I.E.R.G. bien évidemment souhaite répondre à sa mission qui est, comme vous le savez de garantir au quart de la population du département de l'Isère une eau naturellement pure, abondante et de grande qualité.

Mais notre Syndicat qui n'a pas de compétence en matière de développement économique ne saurait mettre en péril son existence même pour avoir soutenu une activité, bien évidemment nécessaire à notre département, mais dont il ne tire lui-même aucun profit.

Ce projet étant prêt, comme je l'ai déjà indiqué plus haut, et l'urgence mise en évidence par l'évolution des consommations de l'entreprise rendent impératif de démarrer ce chantier à l'issue de la période de consultation des entreprises, soit au tout début de 2004.

En conséquence, je vous remercie, Monsieur le Président, de bien vouloir me faire connaître les modalités d'intervention financières du département de l'Isère dans ce dossier.

Me tenant naturellement à votre disposition à ce propos,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.



Le Président,

Claude BERTRAND